



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18-02-2015

Rapport d'Antonio Sanchez à la réunion commune des bureaux nationaux de Communistes et de l'URCF

Bienvenue à nos camarades du bureau de l'URCF, c'est une première, cela va dans le sens de l'unification approuvée par nos congrès respectifs. C'est une étape supplémentaire et importante pour développer les idées révolutionnaires.

Nous sommes dans la campagne électorale des départementales qui auront lieu les 22 et 29 mars. Nous allons donc consacrer une part importante de notre discussion aux initiatives diverses prises ou à prendre dans les départements etc.

Cette campagne électorale ne peut bien sûr être coupée de l'actualité nationale et internationale.

On a pu voir hier mardi ce qui s'est passé à l'Assemblée Nationale, passons sur les détails. Le pouvoir est en difficulté face au profond mécontentement qui s'exprime de manières différentes, le recours à l'article 49-3 pour faire passer en force la loi « Macron » en est une des multiples démonstrations.

Le gouvernement a tenté en vain de centrer les débats sur l'ouverture des magasins le dimanche, mais on voit bien que **les enjeux de cette loi touchent à des acquis essentiels tels que le code du travail, la protection des salariés, les institutions de défense du droit du travail comme les Prud'hommes, Inspection et Médecine du travail. La loi Macron donne au patronat la possibilité de licencier encore plus facilement, des privatisations diverses sont envisagées**

Nous avons contribué à éclairer sur les aspects de cette loi essentiellement dirigée contre les intérêts de la classe ouvrière. Il faut continuer à le faire, le gouvernement utilise les outils dont il dispose pour pouvoir la faire appliquer, il peut compter sur le soutien de ceux qui font mine de grogner dans ses rangs et sur une partie de la droite, je reviendrai sur le sujet.

Au-delà des magouilles politiques, l'épisode d'hier est un aspect du mécontentement, il y en a d'autres et en particulier le nombre de luttes actuelles notamment sur les salaires, luttes qui touchent différents secteurs importants, l'automobile avec Renault, le BTP avec Vinci, les aéroports de Paris, les routiers, Michelin, Thalès, Sanofi, et d'autres nombreuses entreprises souvent liées à ces grands groupes. Ces luttes sont appelées à se développer compte-tenu de la pression exercée par le Medef sur les salaires et l'emploi. Nous devons les encourager.

Ce mécontentement s'exprime également au travers des élections par le niveau très important de l'abstention, on a pu le constater à la législative partielle du Doubs où il atteint 60,5 % au 1er tour.

Réduire la perspective politique à voter soit pour le PS, l'UMP ou le Front National c'est le choix du capital, il utilise ses serviteurs à tour de rôle pour assurer son existence. Les manœuvres ne manquent pas, les recompositions politiques sont multiples, que ce soit avec droite et le Front National (50 % des électeurs UMP ont voté pour le Front National à la partielle du Doubs), la droite avec le PS où l'on voit les ralliements s'opérer avec l'UDI et une partie de l'UMP.

Quant au Front de gauche, il est en train de construire une nébuleuse consistant à rassembler toute la « gauche » avec les verts, le NPA, le Parti de gauche de Mélenchon et le Parti Communiste Français, d'autres multiples organisations.

On a vu par exemple à la partielle du Doubs le ralliement du mouvement des citoyens de Chevènement au Front de gauche ce qui n'a visiblement pas eu d'effet sur l'électorat puisque le front de gauche perd 900 voix (par rapport à 2012) malgré le soutien du parti grec Syriza largement diffusé et commenté par la presse locale.

Comme on le voit, chacun cherche la meilleure combinaison pour poursuivre la politique actuelle.

Tout est bon pour dévoyer le débat de fond qui se résume en : accepter, aménager le capital où le combattre et le supprimer.

Les assassinats du mois de janvier, l'appel à « l'union nationale », les événements en Norvège et dernièrement en Alsace et dans le Calvados avec la destruction de cimetières, tout est utilisé pour jeter le voile sur les vrais problèmes.

Pendant ce temps on ne parle pas de la situation économique et sociale, il faut en masquer les causes pour tenter de tromper le peuple, accélérer les « réformes » telles la loi Macron. On le voit également avec les négociations actuelles sur les retraites complémentaires, les caisses seraient "en faillite", en "cessation de paiement", "au bord du dépôt de bilan", ce seraient "les négociations de la dernière chance"... et les remèdes seraient le recul de l'âge la retraite, l'augmentation des

cotisations, la CGT y est d'ailleurs favorable, bref un nouveau recul social. Rien sur le chômage, la précarité, la baisse des salaires, les exonérations de cotisations sociales, encore une fois on gère les conséquences, on ne s'attaque pas aux vraies causes.

Pour montrer que cette politique est la bonne, le pouvoir se réjouit de l'annonce faite par Renault de l'embauche de 1000 salariés en 2015 alors qu'en réalité c'est l'emploi de 7500 travailleurs qui est supprimé. « Les profits de Renault ont été multipliés par trois en 2014 pour atteindre 2 milliards d'euros », s'est réjoui le PDG de l'entreprise en vantant les bienfaits de l'accord de compétitivité signé par les syndicats (sauf la CGT), accord qui s'est traduit par l'augmentation du temps de travail, le gel des salaires et la suppression de 8260 postes de travail programmés jusqu'en 2017.

Les résultats financiers des entreprises commencent à être publiés, il faudra nous exprimer comme nous faisons habituellement. C'est sans surprise, une augmentation considérable des profits réalisés : Total 11 milliard de bénéfices nets et 6 milliards de dividendes versés aux actionnaires. De plus Total qui va percevoir entre 20 et 30 millions au titre du crédit impôt compétitivité emploi (CICE) annonce dans le même temps la suppression de 2000 emplois.

EDF vient d'annoncer 3,7 milliards de bénéfices net (plus 5 % sur 2013) ce qui n'empêche pas l'entreprise de vouloir augmenter le prix du KW.

L'explosion des profits est d'ailleurs confirmée par la distribution de 56 milliards de dividendes aux actionnaires du CAC 40, c'est 30 % de plus qu'en 2013, c'est au même niveau qu'avant la « crise » de 2008.

À cela il faut ajouter les 180 milliards d'évasion fiscale organisés par les banques. Selon la banque centrale européenne (Le Monde du 15 février) la finance parallèle (activités bancaires qui échappent à la réglementation et au contrôle) atteint 23 000 milliards d'euros contre 30 000 milliards pour la finance classique. Autrement dit il y a presque autant d'activités illégales que légales pratiquées au sens des "lois" du capital qui évidemment est au centre de la finance et organise les deux. Nous savons qu'il n'y a pas de lois "morales" dans le capitalisme, en voilà encore une preuve, si il en est encore besoin.

C'est tout cela qu'il faut cacher, masquer, c'est pour cela que le capital, les états à son service utilisent tous les artifices à leurs dispositions pour le faire.

Pour en rajouter une couche, 7 600 milliards de dollars dorment dans les paradis fiscaux.

On imagine ce que l'on pourrait faire, développer, satisfaire avec ces énormes masses d'argent, continuons à exprimer, diffuser aussi largement que possible ces explications.

Nous sommes et seront les seuls à le faire, on a vu ce qu'il en est des partis politiques. Il n'y a rien à attendre non plus des syndicats qui sont devenus depuis longtemps des "partenaires" engagés dans un "dialogue" paraît-il social avec le Medef pour "négocier" les "réformes" à entreprendre pour permettre au capital de se développer, c'est le cas en ce moment avec la négociation sur les retraites complémentaires.

Les syndicats sont eux aussi confrontés au mécontentement, on l'a vu avec la négociation sur le « dialogue social » qui a été un échec, on l'a vu également avec le débat interne de la CGT qui s'est traduit comme on s'y attendait par un changement de l'équipe dirigeante pour que rien ne change sur le fond, surtout pas l'orientation, je ne développe pas.

Il y a eu le congrès de Force-Ouvrière qui a débouché sur la décision d'une journée d'action que la CGT avait également décidée lors de son dernier comité confédéral national.

Les deux centrales et le syndicat Solidaire viennent de se mettre d'accord pour une journée d'action interprofessionnelle le 9 avril. Il faudra donc pousser de toutes nos forces pour qu'elle soit la plus ample possible. Le 9 avril c'est le lendemain des élections départementales, le choix de la date n'est pas un hasard. Il faudra être très attentif aux résultats de ces élections. Mais avant de parler des résultats, il nous faut examiner la préparation de notre campagne électorale.

Dans l'élection partielle du Doubs, on a pu mesurer les difficultés, les obstacles. Les médias sont inexistantes pour nous, ils nous évitent partout alors que le débat pourrait avoir lieu avec les moyens dont les médias disposent. La presse a fait le minimum, ce n'est pas une surprise nous sommes très souvent confrontés à ce problème.

Il ne reste donc que nos bras, nos jambes et celle de nos militants, adhérents, sympathisants pour mener cette campagne dans une période propice à la diffusion de nos explications.

On l'a vu plus haut à propos de la situation économique et sociale en France, nous sommes les seuls sur le terrain d'une perspective clairement anticapitaliste.

Nous sommes également les seuls sur le terrain de la paix, cela fait des années que l'on ne parle que de guerre que ce soit en France ou ailleurs, notamment depuis l'effondrement de l'URSS.

Qui parle de paix ? Nous savons pourquoi à Communistes, le capitalisme s'est engouffré dans l'espace laissé après la chute de son ennemi de classe. La concurrence internationale, inter-multinationale amène aujourd'hui à une situation dangereuse, vous la connaissez, tous les continents sont touchés par des conflits armés.

Oui nous sommes les seuls sur le terrain de la paix, tous les partis, tous les syndicats l'ont abandonné, c'est normal puisque tous sont dans l'aménagement du capital. **Rappelons-le, nous demandons le retrait total des forces armées françaises dans le monde, la disparition de l'OTAN, arme de guerre du capital, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.**

A part nous, qui le demande aujourd'hui?

Nous sommes donc seuls sur ce sujet, n'hésitons pas à exprimer nos propositions, à dénoncer les dépenses militaires qui pourraient être utilisées à la satisfaction des besoins sociaux.

Oui, les états capitalistes préparent la guerre, la France en première ligne, elle va vendre pour 10 milliards d'euros d'armement cette année, et ce n'est qu'une prévision ! Les ventes d'armes n'ont jamais été aussi

importantes dans le monde. Ce n'est pas comme cela qu'on prépare la paix ! Ils préparent la guerre, au service des multinationales pour développer le profit capitaliste.

Je ne fais pas le détail des conflits en cours, ce sont des milliers, des dizaines de milliers de morts au nom des intérêts capitalistes pour la conquête de profits nouveaux.

Le monde est de nouveau soumis à un partage imposé par les grandes puissances au service du capital. **La France joue un rôle premier dans ces massacres, il faut qu'on l'exprime plus fort.** En Lybie, au Mali, en Centrafrique, au Niger, en Irak, en Ukraine, et ailleurs le pouvoir capitaliste français veut jouer au gendarme du monde, c'est un jeu dangereux qu'il faut dénoncer pour le stopper.

Chers camarades, cette campagne électorale nous donne l'occasion d'aller à la rencontre de la population, de débattre avec les travailleurs dans les entreprises, avec la jeunesse là où elle se trouve, dans les quartiers, les établissements d'enseignement. Profitons-en pour développer nos idées, renforcer notre parti.

Présidée par le Secrétaire général de l'URCF Jean Luc SALLE, cette 1^{ère} réunion commune a permis un large échange de vue sur les questions soulevées dans le rapport, en particulier les élections départementales.